



« *Project Early Intervention* »

Introduction

Les enfants et les jeunes sont des priorités de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime. Vivre dans une famille à faibles revenus, ne pas réussir à l'école, avoir des parents qui commettent des actes criminels, subir la violence familiale, voilà autant de facteurs qui menacent les enfants de victimisation ou encore les exposent à adopter très jeunes des comportements criminels. L'Initiative pour des collectivités plus sûres s'intéresse plus particulièrement aux projets qui stimulent l'action communautaire et créent des conditions qui contribuent à neutraliser ces facteurs de risques.

Project Early Intervention est un bel exemple de ce genre de projet. Lancée en juin 2000 par le Service de police régional d'Ottawa-Carleton, l'initiative ressemble, dans une certaine mesure, à un autre programme de prévention offert par le Service de police d'Ottawa-Carleton mais cette fois par l'entremise de leur

Cette publication du Caledon Institute fait partie de sa collection « histoires communautaires » portant sur la prévention du crime et est publiée en collaboration avec le Centre national de prévention du crime. La collection met en relief les initiatives communautaires qui prônent des démarches prometteuses en matière de prévention du crime.

centre de jeunes. C'est au cours des années 1980 que le centre de jeunes a commencé à offrir des activités récréatives et sportives aux adolescents après l'école et en soirée. *Project Early Intervention*, quant à lui, prévoit offrir un programme d'activités récréatives et d'initiation à la vie aux enfants de 6 à 12 ans jugés à risques, c'est-à-dire susceptibles d'adopter des comportements criminels. Le projet vise à créer des circonstances et à offrir aux jeunes enfants l'occasion de développer des habiletés et des comportements prosociaux. Le projet s'appuie sur de solides partenariats dans la collectivité. En effet, les organismes de santé, la police, les écoles et les entreprises y collaborent étroitement.

Se mériter la confiance

Project Early Intervention se tient dans un quartier d'Ottawa-Carleton où il existe peu d'activités pour les jeunes enfants. Le « quartier » regroupe des logements sociaux dont la majorité des locataires sont des familles à faibles revenus. On n'y retrouve aucun centre communautaire et le plus proche n'offre pas de programmation destinée aux enfants de 6 à 12 ans. Les policiers sont régulièrement appelés sur les lieux pour régler des cas de désordre.

Project Early Intervention recevra du Fonds d'investissement dans la prévention du crime une somme de 600 000 \$ répartie sur trois ans et

devant servir à élaborer, mettre en œuvre et évaluer un programme d'initiation à la vie s'adressant aux enfants. Plusieurs organisations ont contribué de l'équipement et des locaux. Par exemple, la ville d'Ottawa a offert gratuitement une salle de classe mobile ainsi qu'un terrain de balle. En partenariat avec la Société de logement d'Ottawa, l'association locale des locataires a mis à la disposition du projet deux logements adjacents qui pourront servir aux réunions et d'espace de bureau. L'école primaire du quartier contribue au projet en donnant l'accès à sa bibliothèque et son gymnase durant l'année scolaire.

« Au cours de l'été 2000, nous aurons l'occasion de mettre à l'essai le volet d'apprentissage d'habiletés sociales de notre projet ainsi que nos instruments d'évaluation » explique James Tanguay, le directeur du projet. « Comme on commence à peine à connaître les enfants et à se mériter leur confiance, il faut les approcher en douceur, dans un style qui leur ressemble. À

l'automne, on aura une bonne idée des enfants qui pourraient vraiment profiter d'interventions plus spécifiques. »

Le programme d'apprentissage d'habiletés sociales comportera des jeux de rôles, des vidéos, des discussions et des jeux pour apprendre aux enfants comment contrôler leurs impulsions, gérer leur colère, et éviter des conflits ou bien les résoudre. Les responsables ont élaboré un outil pour évaluer les résultats du projet pilote. Il sera peaufiné à l'automne lorsque les activités reprendront. Le programme d'apprentissage d'habiletés sociales sera offert simultanément aux activités sportives et récréatives. James prévoit embaucher deux adolescents du quartier comme moniteurs à temps partiel qui l'aideront à identifier les enfants à risques.

« Les adolescents du quartier s'informent déjà afin de participer au projet » affirme James. « Même si les enfants plus jeunes sont notre pri-

Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime

La Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime vise à réduire le crime et la victimisation en s'attaquant à leurs causes profondes. Pour ce faire, elle prône une démarche de développement social. Le développement social est un processus à long terme, une approche proactive dont le but est d'enrayer les facteurs personnels, sociaux et économiques qui engendrent des comportements criminels chez certaines personnes ou les exposent à devenir des victimes.

Le gouvernement du Canada, par l'entremise de la Stratégie nationale et au moyen d'investissements de l'ordre de 32 millions de dollars par année, vient en aide à des collectivités qui désirent mettre de l'avant des projets et créer des partenariats pour contrer la criminalité. La Stratégie vise d'abord les enfants et les jeunes, les communautés Autochtones et intervient au chapitre de la sécurité personnelle des femmes et des jeunes filles. Elle comporte trois volets : l'Initiative pour les collectivités plus sûres, le Programme d'information et d'éducation auprès du public et le Centre national de prévention du crime. Le Centre national de prévention du crime a comme mandat de mettre en œuvre la Stratégie.

L'Initiative pour les collectivités plus sûres vise essentiellement à soutenir les Canadiens et Canadiennes qui entreprennent des activités de prévention du crime dans leurs collectivités. Elle s'articule autour de quatre programmes de financement distincts : le Programme de mobilisation des collectivités qui aide les collectivités à mettre au point des approches de prévention du crime et à entreprendre des activités qui s'attaquent aux causes profondes de la criminalité; le Fonds d'investissement dans la prévention du crime qui a pour objet de recueillir des données fiables sur les méthodes efficaces ou prometteuses associées à la prévention du crime et à la prévention de la victimisation; le Programme de partenariat en prévention du crime qui soutient l'engagement d'organismes qui diffusent de l'information et produisent des outils et des ressources utiles à la prévention du crime dans leurs collectivités; et le Programme d'intervention des entreprises pour la prévention du crime qui interpelle, à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, les gens d'affaires et les associations professionnelles pour qu'ils aident leurs collectivités à entreprendre des activités de prévention du crime, à partager de l'information et à se mobiliser.



Journée de festivités au lancement du « Project Early Intervention », en juin 2000. Voici James Tanguay accueillant les gens.

orité, cela ne nous empêche pas de prendre en considération les besoins et intérêts des adolescents. En ce moment, on apprend à les connaître et on les dirige vers les programmes qui leur sont destinés. On les encourage aussi à travailler avec nous et à servir de modèle aux enfants plus jeunes. »

Un des employés a monté, dès le lancement du projet en juin, des soirées sportives, les lundis et vendredis soirs. De trente à quarante enfants s’y présentent en moyenne et James est ravi de la réponse. Son bureau est situé dans le quartier et il n’est pas rare de le voir sur le terrain de sports en train de lancer des ballons dans un filet de ballon panier ou de jouer au soccer avec les enfants. Mériter leur confiance et s’en faire des amis, ce sont les premières étapes importantes à franchir.

Leadership et partenariat

Le conseiller municipal de la ville d’Ottawa, Jim Bickford, vers la fin des années 1980, a joué un rôle important dans l’ouverture du centre de jeunes du Service de police d’Ottawa-Carleton. Selon lui, les caractéristiques de ce centre, soit la

qualité de son leadership, l’engagement d’une multitude de partenaires, et l’excellence de sa programmation ont établies les bases qui assureront le succès du *Project Early Intervention*.

« Je me rappelle, raconte Jim, d’être en train de jouer une chaude partie de hockey-balle au Centre. Pendant la partie, j’ai eu besoin de reprendre mon souffle. Je me suis assis dans l’estrade. Au bout de quelques minutes, les policiers-animateurs sont venus s’asseoir avec moi. On a bavardé. Au bout de cinq minutes, les jeunes s’arrêtaient de jouer. J’ai réalisé plus tard que c’était notre présence qui rendait la partie amusante pour ces adolescents. Le fait que nous les regardions jouer et que nous les supportions les incitait à vouloir participer. Ce genre d’engagement de la part d’adultes attentifs, intéressés et disponibles est un des éléments à la base du succès de ces programmes. »

Un autre facteur déterminant pour assurer le succès d’une stratégie de prévention de la criminalité consiste à éliminer les barrières qui existent entre les résidents du quartier, les organismes de services sociaux, les éducateurs et la police locale. Lyndi McDonald, directrice



Le sport est un volet important du « Project Early Intervention ».

de l'école primaire du quartier, appuie le projet depuis ses tout débuts.

« La commission scolaire d'Ottawa-Carleton voit ce projet comme une occasion de travailler en étroite collaboration avec les services sociaux et la police » affirme Lyndi. Le personnel des écoles du quartier vont aider l'équipe du *Project Early Intervention* à identifier les élèves et les familles qui pourraient, à leur avis, bénéficier du programme. Ce genre de coordination permettra d'offrir aux enfants à risques des activités intégrées et sans discontinuité.

Faire une différence

Les jeunes qui sont passés par le centre de jeunes du Service de police d'Ottawa-Carleton apprécient les choix et les expériences que leur ont permis de vivre le personnel du Centre. Rick Pettitt avait 13 ans quand le centre de jeunes a ouvert ses portes. Il avait la réputation d'être un petit malfaisant. Il a 23 ans maintenant. Il vient de terminer trois années d'études collégiales et a obtenu son diplôme en techniques policières. Le fait d'avoir accompagné des policiers lors de patrouille et de s'être retrouvé sur des scènes de désordre un peu partout dans la ville l'a convaincu que la santé et la sécurité des collectivités passe, entre autres choses, par des programmes d'intervention communautaire.

Rick raconte : « Avec mes copains, je me tenais dans les restaurants du coin jusqu'à ce qu'on nous mette à la porte. On n'avait rien à faire, pas d'endroit où aller. Quand Claude Turgeon est devenu directeur du Centre, il a convaincu la ville d'ouvrir l'autre section de la bâtisse qu'on occupait. Il a organisé les jeunes pour qu'ils recueillent des fonds en vue d'acheter de l'équipement et monter des activités. Avec un autre travailleur communautaire, il s'est mis à recruter les jeunes dans le quartier. J'avais 16 ans. Il m'a offert un emploi au vestiaire et je répondais au téléphone. J'ai continué à travailler comme animateur au Centre jusque vers 21 ans.

Encore aujourd'hui, je passe faire mon tour au Centre à tous les deux ou trois jours. Tout le monde me connaît. Je suis perçu comme un modèle pour les jeunes du quartier. »

Le conseiller Bickford a constaté de première main les avantages pour une collectivité d'investir dans sa jeunesse. Jim explique : « À partir du moment où les jeunes ont confiance en la personne en charge, ils se mettent à croire au programme et aux valeurs véhiculées. Puis, ils se responsabilisent et cherchent plus sérieusement à organiser leur vie et se bâtir un avenir. Les programmes qui engendrent de tels résultats se propagent d'eux-mêmes et la société, dans son ensemble, s'en porte mieux. »

Anne Makhoul

Anne Makhoul travaille à la collection « histoires communautaires » pour le compte du Caledon Institute.

Pour obtenir plus d'information au sujet du *Project Early Intervention*, veuillez communiquer avec James Tanguay au (613) 236-1222, poste 5122.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, composez le numéro sans frais suivant : 1 (877) 302-2672 ou visitez le site Web : www.crime-prevention.org.

Il est possible de se procurer des exemplaires de cette publication, en nombres limités, en Braille, sur disquette et sur cassette-audio.

This community story is also available in English.

© 2000 par le Caledon Institute of Social Policy.

1600 rue Scott, Bureau 620
Ottawa, Ontario, Canada
K1Y 4N7

tél : (613) 729-3340 téléc. : (613) 729-3896

courriel : caledon@caledoninst.org

internet : www.caledoninst.org